

I. Description des garanties

Le « module de couverture » Médias et Industries culturelles est spécialement conçu pour les métiers des médias (journalistes, éditeurs et diffuseurs de contenu) et des industries de la culture (culture et divertissement, spectacles vivants, évènementiel et audiovisuel).

A. Réclamations à votre encontre

Sous réserve des exclusions spécifiques visées à la Rubrique II « Exclusions spécifiques de garanties » ci-après, le « module de couverture » Médias et Industries culturelles a pour objet d'exposer les conditions dans lesquelles **nous** garantissons les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que **vous** pouvez encourir dans le cadre de l'exécution, par **vous** ou **vos préposés**, de **votre activité professionnelle** et ce, lorsque cette exécution donne lieu à une **réclamation** à **votre** encontre au titre de **dommages corporels, matériels ou immatériels**, consécutifs ou non, énumérés ci-après.

Les **sinistres** ainsi visés sont couverts par la **police** quel que soit le lieu géographique de leur survenance et quelle que soit la nationalité du plaignant, toutefois dans les limites visées aux Conditions Particulières, en ce sens que la loi au regard de laquelle le sinistre sera apprécié dans tous ses éléments constitutifs et la juridiction compétente dans ce cadre doivent entrer dans le périmètre défini au sein des Conditions Particulières.

Manquements contractuels	1. Les risques inhérents ou dommages résultant de l'inexécution totale ou partielle de vos obligations au titre d'un contrat .
Faute professionnelle / Négligence	2. Les risques inhérents ou dommages résultant d'une erreur, omission ou négligence commise par vous ou par vos préposés dans le cadre de l'exécution d'un contrat , y inclus notamment la transmission, en raison d'une négligence, d'un virus informatique de quelque nature que ce soit.
Faute intentionnelle ou dolosive	3. Les risques inhérents ou dommages résultant des faits ou actes commis par vos préposés avec une intention dolosive, malveillante ou malhonnête.
Divulgaration d'informations confidentielles	4. Les risques inhérents ou dommages résultant de la divulgation d'informations confidentielles commise par vous ou vos préposés .
Dénigrement	5. Les risques inhérents ou dommages résultant d'actes ou de faits consistant à jeter le discrédit sur des produits ou services .
Diffamation	6. Les risques inhérents ou dommages résultant d'allégations ou d'imputations de faits portant atteinte à l'honneur ou à la considération.
Atteinte à la vie privée	7. Les risques inhérents ou dommages résultant de toute atteinte à la vie privée, y compris au nom, à l'image, à la voix, à l'intimité, à la correspondance ou au droit à l'oubli.
Concurrence déloyale (parasitisme/utilisation frauduleuse)	8. Les risques inhérents ou dommages résultant de pratiques commerciales visant à créer la confusion dans l'esprit du public au regard de produits et/ou services (notamment usurpation de dénomination sociale, nom commercial, enseigne, nom de domaine, charte graphique, etc.), que les griefs formulés dans la réclamation relèvent d'actes de concurrence déloyale ou d'agissements parasitaires.
Atteinte aux droits de propriété intellectuelle	9. Les risques inhérents ou dommages résultant d'atteintes à des droits de propriété intellectuelle de tiers dans le cadre de vos activités professionnelles , à savoir la contrefaçon de droits d'auteur (droit moral et droit patrimonial), de marques (y compris le cyber-squatting), de dessins et modèles, ainsi que les atteintes au droit sui generis des producteurs de bases de données.
Biens et documents confiés	10. Les risques inhérents ou dommages résultant de la perte ou de la destruction totale ou partielle de biens et/ou de documents qui vous ont été confiés par un client , en ce inclus la perte ou la destruction de données électroniques, sous réserve de l'existence de procédures effectives de sauvegarde, mises en place par vos soins, selon une fréquence de 24 heures ou inférieure dès lors que nécessaire en considération des risques encourus.
Produits non conformes ou défectueux	11. Les risques inhérents ou dommages résultant de livrables constituant des produits non conformes ou défectueux.

B. Garanties additionnelles "dommages subis"

Sous réserve des exclusions spécifiques visées à la Rubrique II « Exclusions spécifiques de garanties » ci-après, les frais visés ci-après sont remboursés, **franchise** déduite :

- Sous réserve que les frais concernés aient fait l'objet de notre accord préalable écrit ;
- Sur présentation des justificatifs des frais engagés ;
- Dans la limite de chaque **sous-plafond** applicable tel qu'indiqué au sein des présentes Conditions particulières, et en tout état de cause dans la limite du **plafond Responsabilité civile professionnelle**.

- | | |
|--|--|
| Perte de vos documents | 1. Si au cours de la période d'assurance , les documents nécessaires à l'exécution de vos activités professionnelles sont perdus, endommagés ou détruits, alors que vous en aviez la garde et le contrôle, nous prenons en charge les coûts de restauration ou de remplacement desdits documents, à l'exclusion de vos coûts internes tels que les salaires.
Lorsque les documents perdus ou détruits étaient conservés sur support électronique, la garantie s'entend sous réserve de l'existence de procédures effectives de sauvegarde, mises en place par vos soins, selon une fréquence de 24 heures ou inférieure dès lors que nécessaire en considération des risques encourus. |
| Piratage de votre site internet | 2. Si au cours de la période d'assurance , le site internet que vous utilisez dans le cadre de vos activités professionnelles , ou pour la promotion de celles-ci, fait l'objet d'une manipulation informatique malveillante ou d'un acte de piratage commis par un tiers ou par un de vos préposés , nous prenons en charge les coûts de restauration de votre site internet, à l'exclusion de vos coûts internes tels que les salaires. |
| Atteinte à votre réputation | 3. Si au cours de la période d'assurance , une réclamation couverte au titre de la Rubrique I. « Description des garanties » A. « Réclamation à votre encontre » ci-avant est introduite à votre encontre, et que vous justifiez que celle-ci vous cause un préjudice d'image et de réputation, nous prenons en charge les frais de consultant en communication aux fins de restauration de votre réputation, engagés par vos soins et préalablement agréés par nous . |
| Violation de données personnelles | 4. Si au cours de la période d'assurance , la sécurité ou la confidentialité des données personnelles que vous détenez et dont vous êtes responsable du traitement est compromise, nous prenons en charge, lorsque cette violation de données personnelles déclenche une obligation légale ou réglementaire pour vous de procéder à sa notification aux personnes physiques concernées et aux autorités nationales compétentes, les frais engagés par vos soins pour procéder à cette notification. Pour les besoins de la présente garantie, les données personnelles sont entendues au sens de la loi n°78-17 Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 telle que modifiée (ou de son équivalent à l'étranger). |
| Remplacement d'un homme clé | 5. En cas de baisse de votre chiffre d'affaires et/ou de vos activités professionnelles , survenue au cours de la période d'assurance et consécutive à (1) l'incapacité totale et permanente de travail, (2) l'incapacité temporaire de travail de plus de trois mois, (3) la perte totale et irréversible d'autonomie, ou (4) au décès d'un « homme clé », nous prenons en charge les frais de recrutement et de consultant en communication que vous serez, le cas échéant, amené à engager, avec notre accord préalable écrit, aux fins exclusives de maintenir le bon fonctionnement de votre entreprise. On entend par « homme clé » le Président, le Directeur général, le Gérant, le Directeur Administratif et/ou Financier, un Responsable de Projet ou un Chef de projet de l'assuré . |

NE SONT PAS CONSIDÉRÉS COMME DES FRAIS ET DEMEURENT DONC EXCLUS DE LA PRÉSENTE **POLICE** LES SALAIRES ET AUTRES ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION DE L'HOMME CLÉ.

II. Exclusions spécifiques de garanties

Outre les exclusions générales de garanties visées à la Partie 3 « Nos exclusions générales de garanties » des Conditions Générales, le « module de couverture » Médias et Industries culturelles et de la communication ne couvre pas les risques et **dommages** spécifiques visés ci-après.

Bonnes mœurs et ordre public	1. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT D'ATTEINTES AUX BONNES MOEURS ET/OU A L'ORDRE PUBLIC, DE CRIMES ET/OU DELITS COMMIS PAR VOIE DE PRESSE OU PAR TOUT AUTRE MOYEN DE PUBLICATION AU SENS DES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 29 JUILLET 1881 OU DE DISPOSITIONS LEGALES EQUIVALENTES.
ARPP / CSA	2. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUT LIVRABLE OU PRODUIT DON'T LE CONTENU SERAIT CONTRAIRE AUX BONNES PRATIQUES EN LA MATIERE, NOTAMMENT CELLES DES RECOMMANDATIONS DE L'AUTORITE DE REGULATION PROFESSIONNELLE DE LA PUBLICITE, DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL OU D'ORGANISMES SIMILAIRES.
Publicité trompeuse	3. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUTE PUBLICITE TROMPEUSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR CONCERNANT LA PROMOTION DE VOS ACTIVITES PROFESSIONNELLES, VOS PRODUITS OU SERVICES .
Accès/utilisation frauduleux de système/réseau informatique	4. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE L'ACCES, LE MAINTIEN ET/OU L'UTILISATION FRAUDULEUSE DE VOS MOYENS, SYSTEMES ET RESEAUX INFORMATIQUES, EN CE COMPRIS LA MODIFICATION DU CONTENU D'UN SITE WEB.
Violation d'une obligation contractuelle de ne pas faire	5. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE VOTRE MANQUEMENT A UNE OBLIGATION CONTRACTUELLE D'EXCLUSIVITE, DE RESTRICTION TERRITORIALE, DE NON-CONCURRENCE, DE NON DEBAUCHAGE OU TOUTE AUTRE OBLIGATION COMMERCIALE DE NATURE SIMILAIRE.
Cessation de relations d'affaires	6. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE VOTRE DECISION UNILATERALE DE CESSER TOUTE RELATION D'AFFAIRES AVEC UN CLIENT .
Acrobatie, cascades	7. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE CASCADES, ACROBATIES OU TOUTE AUTRE ACTIVITE PHYSIQUE REALISEE DANS LE CADRE ET POUR LES BESOINS DE TOURNAGES ET/OU PRODUCTIONS ET/OU DIFFUSION ET/OU EDITION DE CONTENU.
Activités exercées sans autorisation	8. LES DOMMAGES RESULTANT DE TOUTE ACTIVITE EXERCEE PAR VOUS OU VOS PREPOSES SANS DISPOSER DES AGREMENTS, CERTIFICATIONS, HABILITATIONS ET, PLUS GENERALEMENT, DES AUTORISATIONS REQUISES PAR LA LOI OU LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR POUR L'EXERCICE DE LADITE ACTIVITE.
Collecte et traitement illégal(e) de données personnelles	9. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE LA COLLECTE ET/OU DU TRAITEMENT DE DONNEES PERSONNELLES REALISES PAR VOS SOINS, OU PAR QUICONQUE AGISSANT POUR VOTRE COMPTE, EN VIOLATION DES DISPOSITIONS LEGALES OU REGLEMENTAIRE APPLICABLES.
Spamming	10. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE VOTRE NON RESPECT DES LOIS ET REGLEMENTATIONS APPLICABLES EN MATIERE DE PROSPECTION COMMERCIALE, A SAVOIR TOUT ENVOI DE COMMUNICATIONS COMMERCIALES NON SOLLICITEE PAR COURRIER ELECTRONIQUE, TELEPHONE, TELECOPIE ET/OU AUTOMATES D'APPEL.
Défaut d'entretien des matériels et équipements	11. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT D'UN DEFAUT D'ENTRETIEN OU DE MAINTENANCE DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS UTILISES POUR LES BESOINS D'EVENEMENTS / SPECTACLES.
Non-respect des lois/normes réglementaires de sécurité	12. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUTE PRESTATION D'ORGANISATEUR ET/OU PRODUCTEUR ET/OU TOURNEUR D'EVENEMENTS / SPECTACLES SANS AVOIR SATISFAIT OU RESPECTES LES LOIS ET/OU NORMES REGLEMENTAIRES RELATIVES A LA SECURITE ET LA SURETE DES LIEUX ACCUEILLANTS LESDITS EVENEMENTS / SPECTACLES.

Responsabilité Civile du Dépositaire	13. LES CONSEQUENCES PECUNIERES DE LA RESPONSABILITE CIVILE POUVANT VOUS INCOMBER EN TANT QUE DEPOSITAIRE PAR SUITE DE LA DETERIORATION, LA DESTRUCTION, LE VOL, LA DISPARITION OU LA SUBSTITUTION DES VETEMENTS DEPOSES AU VESTIAIRE QUE VOUS AVEZ MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC AU COURS DE L'EVENEMENT.
Absence d'accord préalable des autorités compétentes pour les évènements sur la voie publique	14. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUTE PRESTATION D'ORGANISATEUR ET/OU PRODUCTEUR ET/OU TOURNEUR D'EVENEMENTS / SPECTACLES SUR LA VOIE PUBLIQUE N'AYANT PAS RECU L'ACCORD PREALABLE DES AUTORITES COMPETENTES.
Feux d'artifices	15. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUTE PRESTATION D'ARTIFICER OU ORGANISATEUR ET/OU PRODUCTEUR ET/OU DIFFUSEUR ET/OU BOOKEUR ET/OU TOURNEUR D'EVENEMENTS / SPECTACLES IMPLIQUANT DES FEUX D'ARTIFICES.
Raves parties/concerts grand public de musique techno, rap, hardrock, heavy métal	16. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUTE PRESTATION D'ORGANISATEUR ET/OU PRODUCTEUR ET/OU DE BOOKEUR ET/OU DE TOURNEUR DE RAVES PARTIES ET/OU DE CONCERTS GRAND PUBLIC DE MUSIQUE TECHNO ET/OU DE MUSIQUE RAP ET/OU DE MUSIQUE HARD ROCK ET/ OU DE MUSIQUE HEAVY METAL.
Structures gonflables	17. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUTE PRESTATION D'ORGANISATEUR ET/OU PRODUCTEUR ET/OU BOOKEUR ET/OU TOURNEUR D'EVENEMENTS / SPECTACLES IMPLIQUANT DES STRUCTURES GONFLABLES.
Spectacles d'artistes provocateurs	18. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUTE PRESTATION D'ORGANISATEUR ET/OU PRODUCTEUR ET/OU DIFFUSEUR ET/OU BOOKEUR ET/OU TOURNEUR ET/OU DE POST-PRODUCTION DE SPECTACLES DANS LESQUELS SE PRODUISENT DES ARTISTES CONNUS POUR LEURS PROPOS PROVOCATEURS ET/OU PORNOGRAPHIQUES.
Manifestations tauromachiques	19. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUTE PRESTATION D'ORGANISATEUR ET/OU PRODUCTEUR ET/OU DIFFUSEUR ET/OU BOOKEUR ET/OU TOURNEUR DE MANIFESTATIONS / SPECTACLES TAUROMACHIQUES.
Manifestations de soutien, contestation ou opposition	20. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUTE PRESTATION D'ORGANISATEUR ET/OU DIFFUSEUR DE MANIFESTATIONS DE SOUTIEN, DE CONTESTATION OU D'OPPOSITION SUR LA VOIE PUBLIQUE.
Programmes d'investigations/sportifs/ religieux/de télé réalité/jeux télévisuels/téléfilms/séries/dessins animés/films destinés au cinéma	21. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUTE CONCEPTION ET/OU REALISATION ET/OU PRODUCTION ET/OU POST-PRODUCTION ET/OU DIRECTION ET/OU DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INVESTIGATION ET/OU D'ENQUÊTES ET/OU DEBATS POLITIQUES ET/OU SPORTIFS ET/OU RELIGIEUX ET/OU DE TELERALITE ET/OU DE JEUX TELEVISUELS ET/OU DE TELEFILMS ET/OU DE SERIES ET/OU DE DESSINS-ANIMES ET/OU DE FILMS DESTINES AU CINEMA.
Conseil juridique/rédaction juridique	22. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE TOUTE PRESTATION DE CONSEIL JURIDIQUE ET/OU DE REDACTION JURIDIQUE POUR COMPTE DE TIERS.
Réglementation professionnelle Entrepreneur de spectacles	23. LES RISQUES INHERENTS OU DOMMAGES RESULTANT DE L'EXERCICE D'ACTIVITES D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLE SANS AVOIR SATISFAIT OU RESPECTE LES NORMES EN VIGUEUR ET NOTAMMENT LE CODE DU TRAVAIL, L'ORDONNANCE N°45-2339 DU 13 OCTOBRE 1945 RELATIVE AUX SPECTACLES AINSI QUE L'ARRÊTE DU 20 DECEMBRE 2012 RELATIF A LA LICENCE D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLE.

III. Paiements au titre de la garantie

A. Au titre des Réclamations à votre encontre

- | | | |
|----------------------------|----|---|
| Frais de défense | 1. | <p>Nous prendrons à notre charge les frais de défense que vous aurez le cas échéant supportés, dès lors :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'ils ont été engagés par vous au titre d'un dommage s'inscrivant dans la Rubrique I « Description des garanties » - A « Réclamation à votre encontre » ci-avant ; et • qu'ils ont reçu notre accord préalable écrit; et • dans l'hypothèse où nous vous avons notifié notre intention de diriger et contrôler la procédure de règlement amiable ou judiciaire de la réclamation selon les modalités visées à la Rubrique VI « Vos relations avec nous en cas de direction de l'instance » de la Partie 4 « Vos obligations » des Conditions Générales, que nous disposions effectivement de ces pouvoirs de direction et de contrôle. <p>Sur demande écrite de votre part et sous réserve de ce qui précède, nous pourrons le cas échéant procéder à une avance des frais de défense, préalablement à tout règlement amiable ou judiciaire effectif de la réclamation.</p> |
| Dommages et intérêts | 2. | <p>Nous prenons en charge, dans les limites de la garantie, les montants visés au sein de toute décision judiciaire exécutoire vous condamnant à payer des dommages et intérêts, les frais irrépétibles exposés par votre adversaire ainsi que les dépens.</p> |
| Indemnité transactionnelle | 3. | <p>Nous prenons en charge, dans les limites de la garantie et sous réserve de notre accord exprès préalable, le montant convenu suite à une négociation amiable, médiation ou toute autre forme de résolution alternative des litiges afin de régler un sinistre dans le cadre d'une transaction au sens des dispositions de l'article 2044 et suivants du Code Civil.</p> |
| Frais correctifs | 4. | <p>Nous prendrons à notre charge les frais correctifs que vous serez le cas échéant amené à engager au titre des mesures correctives visées à la Rubrique III. « Mesures correctives » de la partie 4 « Vos obligations » des Conditions Générales, dès lors:</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'ils ont été engagés par vous pour éviter la survenance ou diminuer l'importance d'un sinistre au titre d'un dommage s'inscrivant dans la Rubrique I. « Description des garanties » - A « Réclamation à votre encontre » ci-avant ; et • qu'ils ont reçus notre accord préalable écrit, suivant déclaration par vos soins du fait dommageable concerné. |
| Frais additionnels | 5. | <p>Nous prendrons à notre charge les frais additionnels que vous serez le cas échéant amené à engager en conséquence d'une réclamation à votre encontre, dès lors:</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'ils ont été engagés par vous aux fins exclusives d'atténuer l'importance des conséquences, en particulier pécuniaires, d'une telle réclamation au titre d'un dommage s'inscrivant dans la Rubrique I « Description des garanties » - A « Réclamation à votre encontre » ci-avant; et • qu'ils ont reçu notre accord préalable écrit. |

B. Au titre des Dommages que vous subissez

Dans le cadre des garanties prévues à la Rubrique I. « Description des garanties » - B. « Garanties additionnelles "dommages subis" » ci-avant, **nous** prenons en charge, dans la limite des sous-plafond de garantie applicables et déduction faite de la **franchise** prévus au sein de **vos** Conditions Particulières, le montant hors taxes des frais de restauration de **vos** documents ou de **votre** site internet ou de **votre** réputation, sous la forme d'un remboursement sur présentation de facture et dans les limites du sous-plafond applicable, dès lors que lesdits frais :

- ont été engagés par **vous** au titre d'un **dommage** visé au sein de la Rubrique I. « Description des garanties » - B. « Garanties additionnelles "dommages subis" » ci-avant ; et
- concernent des prestations exécutées par un **tiers** à **votre** demande aux fins exclusives de la restauration garantie ; et
- ont reçu **notre** accord préalable écrit après présentation d'un devis.

IV. En cas d'impayés à votre rencontre

Si, au titre d'un **sinistre** couvert par la présente **police** au titre de la Rubrique I. « Description des garanties » - A. « Réclamation à **votre** rencontre », **votre client** refuse de payer une partie des sommes facturées par **vous**, au regard de sa **réclamation** et menace de diligenter une procédure à **votre** rencontre pour un montant supérieur à celui qu'il **vous** doit, **nous** pourrions, si **nous** l'estimons utile, opter pour l'une des options ci-après.

- | | |
|--------------------------------------|---|
| Accord transactionnel | <p>1. Nous paierons le montant qui vous est dû à la date du refus de paiement s'il est possible de régler le litige à l'amiable par l'abandon de votre créance et si nous avons de bonnes raisons de penser que cela évitera une condamnation pour un montant supérieur au montant dû par votre client.</p> <p>Cette prise en charge est subordonnée à notre accord écrit préalable sur le principe et le montant du règlement amiable, sous réserve de la signature d'un protocole transactionnel entre les parties au sens des dispositions de l'article 2044 du Code Civil, ayant autorité de chose jugée en dernier ressort au sens des dispositions de l'article 2052 et suivants du même Code.</p> <p>En outre, si une procédure arbitrale et/ou judiciaire est évitée, nous vous indemniserons des frais additionnels que vous aurez exposés avec notre accord écrit préalable et dont le coût serait inférieur aux conséquences pécuniaires prévisibles de cette procédure arbitrale et/ou judiciaire.</p> |
| Abandon de créance | <p>2. Nous paierons le montant qui vous est dû à la date du refus de paiement s'il vous est impossible de conclure un règlement amiable avec le client et que nous estimons qu'en abandonnant la réclamation des sommes vous restant dues, vous pourrez éviter les conséquences pécuniaires d'une réclamation pour un montant supérieur. Cette prise en charge est subordonnée à notre accord écrit préalable sur le principe et le montant du règlement.</p> |
| Procédure arbitrale et/ou judiciaire | <p>3. Dans l'hypothèse où un règlement amiable du litige n'est pas obtenu et qu'une action est engagée à votre rencontre, nous pourrions prendre la direction de l'instance conformément à la Rubrique VI « Vos relations avec nous en cas de direction de l'instance » de la Partie 4 « Vos obligations » des Conditions Générales.</p> <p>Si vous recouvrez la somme qui vous est due, vous devrez nous rembourser l'indemnité que nous vous aurons payée, déduction faite des frais de recouvrement que vous aurez raisonnablement exposés et dont les justificatifs nous auront été transmis préalablement.</p> <p>Nous serons subrogés dans vos droits et actions à concurrence des indemnités que nous aurons versées.</p> |